

Le Français Thales, acteur clé de la constellation Galileo

ESPACE Le groupe spécialisé dans l'électronique a remporté plusieurs contrats portant sur la prochaine génération de satellites, détrônant ainsi l'industrie allemande qui avait la mainmise sur ce secteur ultra-stratégique dans les années 2010.

En concurrençant féroce-ment l'industrie allemande sur Galileo, notamment OHB, Thales est devenu un des acteurs incontournables de la prochaine génération de satellites de la constellation européenne en mettant en avant ses implantations en Italie et en France. Après avoir remporté en 2021 la fabrication de six satellites de nouvelle génération Galileo sur les douze attribués, Thales Alenia Space, la société commune entre Thales (67%) et Leonardo (33%), poursuit sa moisson de contrats pour le compte d'un des programmes les plus emblématiques en Europe.

Ainsi, le constructeur de satellites franco-italien a signé des contrats d'un montant total de plus de 300 M€ avec l'Agence spatiale européenne (ESA) agissant au nom d'EUSPA, l'Agence de l'Union européenne pour le programme spatial, et de la Commission européenne en vue de concevoir et réaliser le segment sol de mission de Galileo 2^e Génération (G2G), puis apporter un support technique à l'ingénierie du système. Il aura comme partenaires, Leonardo et Telespazio. En outre, Thales a remporté

deux contrats d'un montant de plus de 60 millions d'euros (hors options) dans le domaine de la cybersécurité du programme G2G. Le groupe français sera en charge de l'ensemble des éléments liés à la sécurité et à la résilience de G2G : architecture, équipement de sécurité et protection contre les cyberattaques en termes de détection et réponse. Ces contrats prolongent le rôle clé du groupe pour la cybersécurité de la deuxième génération du programme Galileo, Thales étant en charge de l'ensemble des éléments liés à la sécurité et à la résilience de G2G.

Sécuriser les données

En avril, Thales avait obtenu de l'ESA un contrat de spécification et de conception de la sécurité du système. Ce contrat doit améliorer les performances du système G2G par l'introduction de nouveaux services, des fonctions de résilience renforcées, et des fonctionnalités supplémentaires pour le service de navigation PRS (service à usage gouvernemental). Face aux nouvelles menaces des ordinateurs quantiques capables de casser les algorithmes cryptographiques existants, Thales, reconnu pour



Le groupe Thales est de plus en plus présent à bord de la constellation Galileo, un système de positionnement par satellites (radionavigation) mis en place par l'Union européenne. /IMAGE THALES ALENIA SPACE

son expertise dans le domaine cryptographique, doit sécuriser les données de Galileo qui pourraient être mises à mal sur le long terme. Dans ce cadre, le groupe s'est vu confier par l'ESA la mission de spécifier les solutions de chiffrement post-quantiques de dernière génération.

Puis, en mai, Thales a remporté auprès de l'ESA un contrat de supervision de sécurité des infrastructures du système G2G. La première version du nouveau système sol de mission G2G entrera en service à temps pour as-

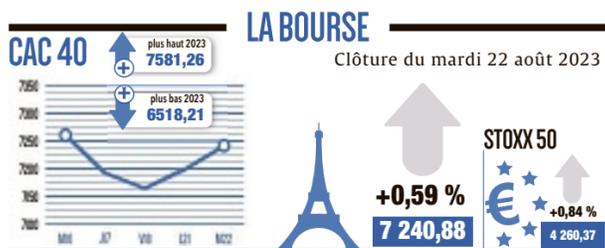
surer le lancement et la mise à poste du premier satellite G2G et pour supporter également la validation en orbite des capacités opérationnelles initiales de G2G. Au total, douze satellites devraient être lancés au cours des prochaines années. La Commis-

Thales Alenia Space poursuit sa moisson de contrats.

sion prévoyait de lancer les premiers satellites de nouvelle génération avant la fin de 2024.

"Ce système se distingue par plusieurs innovations technologiques clés et une infrastructure flexible cybersécurisée moderne", a précisé Thales Alenia Space. La seconde version sera responsable à la fois de la mission des satellites Galileo de première et de seconde génération. Il assurera la transmission montante des services de navigation vers les satellites Galileo, et maintiendra la synchronisation des satellites avec une référence temps commune, offrant "des performances de positionnement, navigation et de temps à l'état de l'art à plus de quatre milliards d'utilisateurs dans le monde."

Michel CABIROL
mcabirol@latribune.fr



Les plus fortes variations de la Bourse de Paris

Hausses	% jour	Cours €	Baisses	% jour	Cours €
FONCIERE EURIS	+21,14	0,42	AUGROS COSMETICS	-14,74	6,65
GECI INTL	+14,29	0,0008	ADOCIA	-8,47	10,80
BOURRIER GROUP	+11,63	48,00	BLEECKER	-6,52	172,00
POXEL	+11,21	0,65	MYHOTELMATCH	-5,85	1,77
CROSSWOOD	+11,19	14,90	ADUX	-5,71	1,32
AERKOMM INC	+8,53	2,80	AB SCIENCE	-4,84	2,95
UBISOFT ENTERTAIN	+8,51	29,19	DEKUPLE	-4,12	27,90

Les places étrangères

Libellé	Dernier	% Var	% Var
BARIL DE PÉTROLE	84,44 \$	-0,18%	
DAX	15 705,62	+0,66%	
FTSE	7 270,76	+0,18%	
DOW JONES	34 356,47	-0,31%	

Les valeurs régionales

Libellé	Dernier	% Var	% Var
AQUILA	4,70	0,00	-9,61
C.R.C.A.M ALPES PROV.	79,76	+2,26	+29,69
CATERING INTERN SERVICES	9,34	0,00	-3,51
EGIDE	0,74	-0,80	+39,86
FIN.ETANG BERRE MEDIT.	11,30	-0,88	+25,56
FIN.ETANG BERRE MEDIT. PF	193,60	0,00	0,00
HIGH CO	4,78	0,00	+0,63
ID LOGISTICS GROUP	241,00	+1,26	-10,07
INNATE PHARMA	2,65	-0,94	-19,60
MG INTERNATIONAL	6,10	0,00	-15,75

CAC 40

Libellé	Dernier	% Var	% Var
AIRBUS GROUP	128,94	+0,64	+16,14
AIR LIQUIDE	160,88	+0,52	+21,51
ALSTOM	25,40	+2,13	+11,31
ARCELOR MITTAL SA	24,26	+2,80	-1,30
AXA	27,30	+0,50	+4,89
BNP PARIBAS	58,55	+0,36	+9,95
BOUYGUES	31,37	+1,13	+11,88
CAP GEMINI	164,25	+1,36	+5,32
CARREFOUR	18,25	-0,19	+16,69
CREDIT AGRICOLE	11,46	+0,92	+16,59
DANONE	52,63	-0,81	+6,91
DASSAULT SYSTEMES	36,00	+1,19	+7,46
EDENRED	57,74	+1,44	+13,48
ENGIE	14,70	-0,33	+9,77
ESSILORLUXOTTICA	176,56	+0,93	+4,35
EUFODIENS SCIENTIF.	55,14	+2,57	-17,80
HERMIES INTERN.	1 885,20	+0,60	+30,46
KERING	501,40	+0,58	+5,45
L'OREAL	396,30	-0,43	+18,80
LEGRAND	89,46	+1,06	+19,57

CYBERSÉCURITÉ

Legapass utilise les hackers éthiques pour sécuriser des données du patrimoine digital

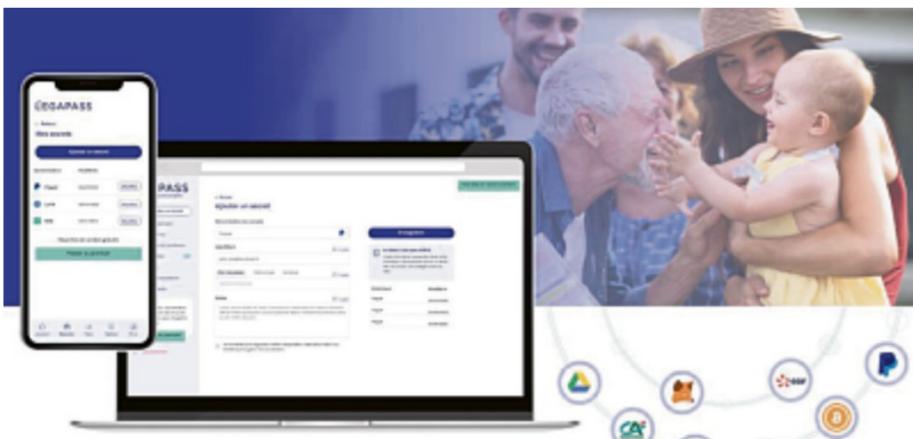
Spécialisée dans la sécurisation et la transmission du patrimoine digital après un décès, la start-up niçoise fait reposer sa technologie sur des algorithmes de chiffrement de niveau militaire.

La sécurisation des données, c'est le cœur du réacteur de l'offre de Legapass. Née il y a à peine plus d'un an, la start-up basée à Nice s'est spécialisée dans la sécurisation et la transmission du patrimoine digital, ces actifs numériques très personnels - comptes bancaires, cryptomonnaies, réseaux sociaux - qu'il est très complexe de récupérer lors d'un décès.

Montée en compétences

Si en un peu plus de douze mois, Legapass prend place sur un marché qu'elle a contribué à créer en France, son dirigeant, Jean-Charles Chemin sait que la sécurisation est, dans un contexte croissant de cyberattaques, l'objet de bien des attentions. Autant de la part de ceux qui s'intéressent à sa solution, qu'en interne. Et le test grandeur réel est évidemment la meilleure façon de jauger et juger le niveau de possible vulnérabilité. D'où l'intérêt de faire appel au bug bounty ou plus précisément à des hackers dits éthiques.

Un choix que Jean-Charles Chemin estime "novateur pour une start-up". Faire entrer le loup dans la bergerie est donc un risque assumé. Parce qu'il a bien des vertus. D'abord, explique le CEO de Legapass, celui de démontrer le niveau de



La sécurisation des données, c'est le cœur du réacteur de l'offre de Legapass. La start-up s'appuie sur des algorithmes puissants pour sécuriser la transmission de documents patrimoniaux après un décès. /PHOTO DR

maturité de la solution. Un test en condition réelle vaut mille mots. "Aujourd'hui, nous souhaitons être audités en permanence", affirme le jeune dirigeant. Parce que cela rassure le marché mais l'exercice a aussi d'autres vertus, notamment celle de faire grandir le niveau d'expertise des développeurs. "C'est une façon de former les équipes", affirme l'entrepreneur Jean-Charles Chemin. Nous travaillons sur chaque remontée qui nous est faite. Aucune faille significative n'a été repérée mais nous travaillons sur les remontées minimes qui nous sont faites."

Aux manettes de cette opération spéciale, la plateforme de mise en relation YesWeHack, créée en 2015, disposant d'un portefeuille de 45 000 experts répartis dans 170 pays et qui a déjà hacké l'application Tous Anti-Covid ou France Connect.

Habilitation France Connect

En arrivant sur un segment non adressé, Legapass connaît forcément une croissance rapide. Le notariat notamment s'intéresse de près à la startup niçoise, tant la transmission de données numériques personnelles prend une importance impossible à négliger dans un monde extrêmement digitalisé. La récente habilitation France Connect ob-

L'habilitation France Connect va simplifier la récupération des données et cela sonne aussi comme un gage pour l'utilisateur.

Laurence Bottero
lbottero@lagtribune.fr

tenue est significative. Et c'est une petite victoire pour Jean-Charles Chemin. "L'habilitation France Connect est difficile à obtenir car elle est souvent réservée aux services publics. Cela nous a demandé une année de travail. Mais désormais cela va simplifier la récupération des données et cela sonne aussi comme un gage pour l'utilisateur." Cet utilisateur peut être une entreprise ou un particulier.

Car Legapass vise autant le segment BtoB que BtoC. Une phase de commercialisation est programmée avec l'objectif "2". Incubée par Allianz, labellisée deeptech, la jeune entreprise prévoit une seconde levée de fonds - de l'ordre de 3 à 5 millions d'euros - le premier tour de table lui ayant permis de réunir 1 million d'euros.

C.R.A.M.P.
Depuis 1985 - Agréé Banque de France
Achat / Vente pièces or lingots
www.cramp.fr
7, rue Nazareth - AIX-EN-PROVENCE - 04 42 38 28 28
CCO, 54 Rue Paradis - MARSEILLE - 04 91 33 88 05

"Environ 30 % de nos vignes ont été touchées par le mildiou"

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE Les fortes pluies des mois de mai et juin, suivies de chaleurs tout aussi intenses, ont favorisé le développement du champignon. À un mois des vendanges, Frédéric Port, président de la cave coopérative de Pierrevert, reste néanmoins optimiste, même si la récolte reste incertaine.

Nous sommes habitués à vivre avec les aléas climatiques", lance Frédéric Port, président de la cave Petra Viridis Pierrevert. Et pour cause, si l'année dernière le viticulteur avait dû faire face à un été particulièrement chaud et sec, cette année, ce sont d'abord les pluies à répétition qui ont frappé le vignoble pierreverdant. Des orages répétés suivis de chaleurs qui ont favorisé le développement du mildiou dans les vignes. "On estime qu'environ 30 % des vignes sont touchées par le mildiou", révèle Frédéric Port. La maladie fongique a frappé le raisin au tout début du développement des grappes. Aujourd'hui, à un peu moins d'un mois du début des vendanges, le viticulteur ne peut que constater les dégâts. Certaines grappes, principalement de grenache, ont en partie séché sur place, sans avoir pu se développer.

Après le champignon, la canicule

Si le mildiou ne doit pas faire plus de dégâts dans les vignes, la canicule qui touche actuellement le territoire pourrait bien s'en charger. "Heureusement nous avons une grande amplitude thermique. Même si les nuits sont peu humides, elles restent suffisamment fraîches pour que les vignes respirent un peu", souligne le président de la cave

Petra Viridis. Mais si ces chaleurs se poursuivent, elles auront sans doute un impact négatif sur la quantité de raisin récolté. "Depuis 2019, nous pouvons arroser après le 15 août, même les AOP. Ce n'était pas le cas avant", salue Frédéric Port. Mais cet arrosage ne permettrait qu'aux vignes en situation de stress hydrique, de survivre. Frédéric Port espère qu'après cet épisode de canicule, la pluie pointe le bout de son nez. Mais comme rien n'est simple en viticulture, il ne faudrait pas que l'humidité s'installe pendant les vendanges. "En 2002, ça avait été catastrophique. À cause de l'humidité, les grappes ne pouvaient pas sécher et elles avaient fini par pourrir. Une grosse partie de la récolte était à jeter", raconte Jean-Claude Seguin, l'ancien président de la cave Petra Viridis.

Contre les maladies et les aléas climatiques, notamment les périodes de sécheresse, les viticulteurs pensent à planter de nouveaux cépages. "On est conscients que le changement climatique va nous forcer à nous adapter", souffle Frédéric Port. Celui-ci a déjà fait un premier pas en plantant une parcelle de floral résistant au mildiou et à l'oïdium – une maladie qui touche la vigne par temps chaud et venteux. Mais le viticulteur n'est pas prêt à planter n'importe quoi sur ces terres: "Si certains nouveaux cé-



pages sont adaptés, c'est bien. Seulement, il faut que le goût soit aussi là. Il faut que ça corresponde avec ce que l'on fait."

“
On est conscients que le changement climatique va nous forcer à nous adapter.”

Bientôt les premiers tests sur ses grains

Ce n'est toutefois pas demain que l'on verra de nouvelles variétés rejoindre les grenache, syrah et autre vermentino dans l'AOP Pierrevert: "Ce sont des processus très longs. Ça peut prendre des années pour modifier ça." En IGP, cela pourrait

peut-être arriver plus rapidement.

D'ici quelques jours, Frédéric Port réalisera les premiers tests sur ses grains pour en estimer la maturité. Celle-ci définira la date de début des récoltes.

"Ça tombe en général autour du 15 septembre et ça devrait durer environ six semaines, juge le président de Petra Viridis. Et si on n'est pas sûr de la quantité. La qualité, elle, devrait bien être là."

Thibault BARLE

Le cépage grenache a été particulièrement touché par le mildiou. Frédéric Port, président de Petra Viridis, espère que la chaleur ne viendra pas faire plus de dégâts dans les vignes. /PHOTO TH.B.

HAUTES-ALPES

Les arboriculteurs veulent être mieux reconnus

Alors que les récoltes ont déjà commencé, Nicolas Richier, gérant du Domaine de la Pradelle, une exploitation de fruits, rassure sur les impacts des fortes chaleurs, mais alerte sur l'augmentation des coûts de l'énergie.

Situé à Vitrolles, dans les Hautes-Alpes, le Domaine de la Pradelle commercialise depuis près de quatre générations pommes et poires. Après une saison 2022 difficile à cause de la sécheresse et des restrictions d'eau, tout semble revenu à la normale pour l'exploitation familiale. "Cette année n'a rien de commun avec la précédente. Le lac est à son niveau maximal, on n'a pas eu de restrictions d'eau, et les pluies importantes du mois de juin ont permis de recharger les sols en eau. On est sur une année classique", explique Nicolas Richier, gérant du domaine.

Néanmoins, l'agriculteur reste sur ses gardes vis-à-vis des fortes températures: "Nous avons quand même une petite inquiétude sur le fait qu'il va faire très chaud et qu'on approche d'une autre récolte. Les fruits sont en train de grossir et c'est vrai que de fortes chaleurs risquent de freiner le phénomène de grossissement." Les récoltes ont débuté le 15 août et se dérouleront jusqu'au 15 novembre.

Des efforts qui ne portent pas leurs fruits

Au-delà de l'augmentation des températures, c'est surtout la flambée du coût de l'énergie qui met en difficulté l'exploitation de 25 hectares. "Le problème, c'est l'augmentation du prix de l'énergie. En 2021, on payait 360 euros par hectares et par an, cette année on va passer à plus de 1 000 euros. On calcule chaque dépense car les notes à la fin sont plus que salées", déplore l'agriculteur. Pour faire des économies d'eau, le Domaine de la Pradelle



Le Domaine de la Pradelle, une exploitation familiale dirigée par Nicolas Richier, est impacté par l'augmentation du prix de l'électricité, qui a triplé. /DV

“
60 % des fruits d'autres pays sont importés en France. Or, beaucoup ne respectent pas les charges que l'on nous impose.”

delle emploie de nombreux efforts, dont la mise en place depuis 40 ans de réseaux d'irrigation sous pression, qui permettent d'utiliser moins d'eau pour arroser les vergers.

Le problème de la concurrence internationale Mais les efforts ne portent malheureusement pas leurs fruits: "Certains agriculteurs du 13 et du 84 sont très peu économes en eau contrairement à nous. Mais ce qui est le plus aberrant, c'est que ça ne leur coûte rien. Pour irriguer un hectare de verger, pour eux c'est 80 euros, alors que nous c'est plus de 1 000 euros. Nos efforts ne sont ni récompensés, ni reconnus", regrette Nicolas Richier.

De son côté, la concurrence internationale, fait également partie des problèmes rencontrés par l'exploitation. "60 % des fruits d'autres pays sont importés en France. Or, beaucoup ne respectent pas les charges que l'on nous impose", peste le gérant du domaine.

Hylario RUIZ